

UNE SI LONGUE GUERRE...

CLAUDE CARTIGNY *

Le lundi 5 juin 1967 à 7 h 45, l'aviation israélienne, volant à très basse altitude au ras des flots de la Méditerranée pour éviter les radars, attaquait les aéroports égyptiens et détruisait au sol la quasi-totalité des avions militaires de ce pays, qui ne disposaient pas d'abris bétonnés. L'aviation égyptienne perdit 309 de ses 340 appareils, l'aviation israélienne n'en perdant que 19, presque tous à la suite d'incidents techniques. Cette victoire écrasante, allant au-delà des espérances de l'état-major de Tsahal, garantit à Israël une supériorité aérienne absolue pour couvrir les opérations terrestres qui allaient suivre et gagner la guerre en un temps record, les opérations se terminant le dimanche 11 juin, soit au bout de six jours seulement.

Cette guerre dite des « Six Jours » était en fait la troisième des guerres qui depuis 1948 avait opposé Israël à ses voisins arabes. La question palestinienne n'ayant depuis jamais reçu de réponse, il n'est pas exagéré de dire que cette guerre, commencée en 1948 avec la partition et la création de l'État d'Israël, n'a jamais pris fin. La guerre de 1967 n'est qu'un épisode du plus long conflit de l'histoire contemporaine.

A l'époque, chacun des protagonistes avait rejeté sur l'autre la responsabilité du déclenchement des hostilités. Presque tous les médias occidentaux, et notamment français, avaient pris fait et cause pour Israël. La guerre était représentée comme le combat de David contre Goliath. Israël encerclé et assiégé ne faisait que lutter pour sa survie contre de puissants voisins ayant juré sa perte. Le mythe de l'encerclement avait pris forme dès le début des années 50 et avait été soigneusement entretenu depuis. Comme on l'a vu lors de la récente guerre du Liban, en juillet 2006, il peut toujours être ressorti utilement des placards. L'assimilation de Nasser à Hitler, faite en 1956 dès la nationalisation du canal de Suez, s'avérait aussi fort utile pour mobiliser les esprits en faveur de l'État juif en faisant croire aux opinions publiques qu'une nouvelle menace de génocide planait sur lui. Aujourd'hui, cette thèse n'est plus guère sérieusement

* HISTORIEN-GÉOGRAPHE

défendue. Les mémoires d'anciens politiques et militaires israéliens ne laissent pas beaucoup de place au doute. Dès cette époque, les Israéliens savaient bien qu'ils pouvaient battre seuls toutes les armées arabes réunies. Les généraux israéliens, qui disposaient d'informations fiables sur le rapport des forces réel, n'ont jamais cru un seul instant, même dans leurs pires cauchemars, que l'existence d'Israël pût être mise en danger. Comme Menahem Begin le reconnut en 1982, Nasser n'avait pas choisi d'attaquer Israël, mais c'était Israël qui avait choisi d'attaquer Nasser. Le conflit ouvert, toutefois, est survenu après une longue période de tensions au cours de laquelle chacun redoutait les intentions de l'autre et faisait ainsi monter les enchères.

Les prémices du conflit

182

En 1956, Israël avait gagné la guerre en quelques heures et perdu la paix en quelques jours. Enivré par sa facile victoire du 29 octobre, le Premier ministre Ben Gourion s'était empressé de déclarer que les territoires conquis par la force – Gaza et la majeure partie du Sinaï – étaient des territoires acquis pour l'éternité. Isolé sur le plan international, il avait cependant dû accepter le retrait de ses troupes du Sinaï oriental, de Gaza et de Charm el-Cheikh, et leur remplacement par des casques bleus de l'ONU. Les dirigeants israéliens en conçurent un profond sentiment d'échec, car pour eux ces territoires ne faisaient pas partie de l'Égypte. Pourtant, la démilitarisation de ces zones leur apportait une certaine sécurité, d'autant plus que l'Égypte avait accepté de mettre un terme aux incursions de fedayins menées à partir de son territoire.

La situation était cependant restée assez calme dans la région jusqu'à ce qu'en 1963 Israël décidât de détourner unilatéralement les eaux du Jourdain. En janvier 1964, le sommet de la Ligue arabe du Caire encouragea la Syrie à détourner les eaux de deux affluents du Jourdain pour rediriger ces eaux vers la Jordanie. Dans le même moment, elle décida de la création de l'OLP, effectivement constituée en mai à Jérusalem sous la direction d'Ahmed Choukeiry. Le but de la nouvelle organisation était de « libérer la Palestine », mais sous étroite tutelle nassérienne. Le mouvement national palestinien ne s'était pas encore constitué comme acteur autonome.

Le 1^{er} janvier 1965, une organisation plus radicale se voulant indépendante des États arabes, le *Fath* de Yasser Arafat, effectuait sa première opération militaire contre Israël. S'ouvrit alors une période de plus en plus incertaine. Les attaques de fedayins à partir du territoire jordanien, encouragées par la Syrie, se multiplièrent, malgré les inquiétudes du roi Hussein. Israël se livra à des représailles

en bombardant les chantiers syriens de détournement du Jourdain – ce qui amena l'artillerie syrienne elle-même à tirer sur le nord est de la Galilée à partir de ses positions du plateau du Golan – et les pays d'origine présumés des fedayins. Pendant toute la période 65-67, les frontières israélo-syrienne et israélo-jordanienne demeurèrent des zones de tensions permanentes.

Au cours du 1^{er} semestre 67, le monde fut témoin d'une escalade non seulement verbale, mais aussi hélas militaire. Nasser multipliait les propos provocateurs alors qu'il n'avait ni l'intention ni les moyens de se lancer dans une guerre. Cela alimentait la haine populaire envers Israël dans les pays arabes, mais permettait aussi à l'État hébreu d'exagérer la menace pesant sur lui aux yeux de son opinion publique et de l'opinion mondiale attachée à ce « petit bout d'Occident » implanté en terre « hostile ». Fort de ce soutien populaire non seulement en Égypte mais dans tout le monde arabe, Nasser pouvait à nouveau, comme en 1956, se poser en leader incontesté du monde arabe dans son ensemble.

Le 7 avril, un incident de frontière dégénéra en bataille aérienne de grande ampleur au-dessus du Golan. L'aviation syrienne y perdit 7 MIG-21 de fabrication soviétique, alors que les Mirages israéliens allèrent jusqu'à survoler Damas pour bien montrer leur supériorité. Or depuis un an la Syrie avait conclu avec l'Égypte une alliance militaire qui engageait réciproquement les deux pays au cas où l'un des deux serait attaqué. Cette alliance prévoyait même la mise sur pied d'un commandement militaire unique. En mars 1963, un coup d'État avait porté au pouvoir à Damas le parti *Baas*, qui avait depuis évolué vers des positions de plus en plus radicales et intransigeantes vis-à-vis d'Israël.

Entre le 11 et le 13 mai, sur la base d'informations soviétiques erronées, l'Égypte et surtout la Syrie crurent que Tsahal accumulait des forces près de leurs frontières. De son côté, Israël, ulcéré de ne pas avoir pu en finir avec Nasser lors de l'affaire de Suez, se préparait à la guerre depuis au moins 5 ans. Pour montrer sa force, Israël organisa un grand défilé militaire à Jérusalem le 15 mai, en violation de l'armistice de 1948. Dès lors tout s'accéléra et un processus d'escalade se mit en place. Dans ces conditions, Nasser décida d'effectuer un grand geste de souveraineté. Le 17 mai, appuyé par la Syrie, Nasser affirma sa volonté de remilitariser le Sinai et le lendemain 18, il exigea le retrait des forces onusiennes, ce qui était son droit, puisqu'Israël de son côté n'avait jamais accepté la présence de casques bleus sur son territoire et avait refusé toute possibilité de redéploiement. C'est une constante de l'histoire israélienne de n'accepter des soldats internationaux que de l'autre côté de sa frontière. Les troupes égyptiennes prirent possession de Charm el-

Cheikh et de Gaza le 21. Comme le reconnaîtra peu après le Premier ministre israélien Lévi Eshkol, « le déploiement militaire égyptien dans le Sinaï, à la veille de la guerre, était d'ordre défensif ». Le 23 mai, Nasser décida la fermeture du détroit de Tiran – appelé par les Égyptiens détroit de Charm el-Cheikh –, bloquant ainsi l'accès des navires israéliens au golfe d'Akaba et au port d'Eilat, circonvenant ainsi les accords conclus en 1957. Certes le port d'Eilat ne servait qu'au commerce avec l'Asie et ne représentait qu'environ 5 % des échanges israéliens, mais cet acte d'hostilité fut considéré par l'État hébreu comme un *casus belli*. Inquiet d'une possible réaction israélienne, Nasser avait demandé au maréchal Amer où en était exactement l'état de préparation de l'armée. Celui-ci lui avait répondu que tout était en ordre, et qu'il n'y avait rien à craindre...

Comme l'a reconnu plus tard Itzhak Rabin, alors chef d'état-major de l'armée, Israël était prêt à la guerre dès le 18 mai. L'armée, mise ce jour-là en état d'alerte maximum, était prête techniquement et n'attendait plus que la décision du pouvoir politique. Les dernières mises au point des plans d'opérations furent acceptées par le général Moshe Dayan le 23 mai. Au sein du gouvernement israélien, seuls le ministre des Affaires étrangères Abba Eban, et le Premier ministre Lévi Eshkol lui-même semblaient encore croire en la possibilité d'une solution pacifique. Parti pour Washington pour sonder les Américains, Abba Eban y entendit des propos incitant plutôt à la prudence. Le président Johnson était sceptique sur la réalité de la menace pesant sur Israël. « Vous n'êtes pas en danger, lui dit le président américain, vous êtes dans une situation très difficile mais vous n'êtes pas en péril [...] Israël ne sera pas seul à moins qu'il ne décide de l'être. » Par cette formule sibylline, Lyndon Johnson signifiait assez clairement aux Israéliens qu'ils ne devaient pas tirer les premiers. Empêtrés au Vietnam, les Américains étaient peu désireux de s'engager dans une épreuve de force au Moyen-Orient. Au même moment, le président du conseil des ministres soviétique, A. Kossyguine, donnait à Nasser les mêmes conseils. Au ministre de la Défense égyptien venu les consulter, Kossyguine et Gromyko répondirent que l'Égypte, si elle voulait compter sur une aide soviétique, ne devait pas prendre l'initiative des hostilités, car « il était contraire à la politique de l'URSS de soutenir un agresseur ». Les Soviétiques, forts de leur expérience des années 56-58, quand Nasser avait voulu les entraîner plus loin qu'ils ne le désiraient, ne le soutiendraient que s'il n'apparaissait pas comme l'agresseur. Les Soviétiques avaient le souci que leur aide militaire ne soit pas utilisée pour leur forcer la main et les entraîner dans des aventures qu'ils ne souhaitaient pas. L'URSS avait considérablement renforcé le potentiel militaire égyptien et syrien mais ne voulait pas qu'il soit

utilisé autrement que d'une manière défensive. Kossyguine, ainsi que de Gaulle, adressa un message au gouvernement israélien pour le mettre en garde contre toute action « préventive ». En recevant Abba Eban le 24 mai, de Gaulle avait écarté les arguments israéliens sur le détroit de Tiran : la navigation y était de faible importance et ne valait pas une guerre. « Ne faites pas la guerre, c'est le conseil d'un ami et de quelqu'un qui connaît les conséquences des choses... Surtout n'attaquez pas, vous en supporteriez les conséquences », tel fut l'avertissement du Général au ministre israélien. Par la voie diplomatique, il fit savoir à Israël et à l'Égypte qu'aucun des deux ne devait prendre l'initiative des hostilités et le 2 juin, il fit adopter par le conseil des ministres une mise en garde : « [la France] estime que le pire serait l'ouverture des hostilités. En conséquence, l'État qui, le premier et où que ce soit, emploierait les armes n'aurait ni son approbation ni, à plus forte raison, son appui. » Le 3 juin, toutes les exportations d'armes françaises vers Israël et les pays arabes du « champ de bataille » furent suspendues.

Une « guerre-éclair »

Malgré toutes ces mises en garde, au Proche-Orient les dés continuaient à rouler. Le 1^{er} juin, il fut clair pour les dirigeants israéliens que les États-Unis ne s'impliqueraient pas dans une aventure militaire pour rouvrir le détroit de Tiran. Depuis quelques jours, le débat politique dans les milieux dirigeants israéliens avait porté sur la question de savoir si le général Dayan devait entrer au gouvernement, ce qui aurait constitué un signe évident de la volonté d'entrer en guerre. Harcelé par la droite et par son propre parti, le parti travailliste, Lévi Eshkol lança aux militaires : « Ne pouvons-nous vivre que par la menace des armes ? » Mais il dut céder. Un cabinet dit d'Union nationale fut formé avec l'entrée au gouvernement du général Dayan comme ministre de la Défense – poste auparavant détenu par Lévi Eshkol – et du leader de la droite extrême, Menahem Begin. Selon les souvenirs de I. Rabin, c'est le 2 juin à 12 heures que la décision fut prise d'attaquer le 5 au matin. Le cabinet vota la guerre par 12 voix contre 2, Eshkol et Eban.

En trois vagues d'assaut dévastatrices, l'aviation israélienne détruisit l'aviation et les aérodromes égyptiens, ce qui eut aussi pour conséquence de priver les forces terrestres de toute couverture aérienne. Les Israéliens n'avaient laissé chez eux que 18 de leurs chasseurs, ce qui montre à quelle point ils croyaient peu à une attaque des pays arabes. Dans le Sinai, les forces égyptiennes durent battre en retraite dans le plus grand désordre sous les coups de boutoir de l'armée israélienne. Finalement, l'armée égyptienne

laissa 15 000 morts sur le terrain, alors que les Israéliens n'en eurent que 338. Débordés par 20 000 prisonniers dont ils ne savaient que faire, les Israéliens ne gardèrent que les officiers et renvoyèrent les simples soldats chez eux. Le premier jour, le général Dayan avait ordonné le silence total sur les succès militaires israéliens, pour que l'opinion publique continue à vivre dans la crainte d'un nouvel « holocauste », et aussi pour éviter une réaction internationale qui obligerait à un cessez-le-feu trop rapide à son goût, comme lors de l'affaire de Suez en 1956. De leur côté, les médias égyptiens continuèrent plusieurs jours à publier des communiqués de victoire mensongers, personne n'ayant le courage de dire la vérité.

Mais la guerre avait aussi impliqué d'autres États de la région. Le 30 mai, le roi Hussein de Jordanie avait conclu avec l'Égypte un traité de défense mutuelle, qui s'ajoutait donc au traité égypto-syrien. Hussein avait signé ce traité avec de grandes réticences, car il ne partageait pas le « panarabisme » de Nasser, mais l'importance de la population palestinienne de Jordanie ne lui avait pas laissé beaucoup le choix. Il savait bien qu'il s'exposait ainsi aux foudres d'Israël, mais sinon il risquait l'insurrection de son peuple et la perte de son trône.

186

Israël fut trop heureux de profiter des circonstances pour réaliser un vieux rêve, réaliser l'unité de la ville de Jérusalem en conquérant sa partie Est et en reconstituant la vieille Jérusalem du Temple détruite par Titus en l'an 70, et peut-être même en écrivant un nouveau chapitre de la Bible. Malgré un combat acharné rue par rue, les troupes jordaniennes durent finalement abandonner le terrain. Compte tenu de la facilité et de la rapidité de sa victoire dans le Sinaï, le général Dayan put prélever des chars et des parachutistes pour les jeter dans la bataille de Jérusalem. Du même élan, Israël fit la conquête de toutes les collines surplombant la ville et occupa la Cisjordanie, c'est-à-dire les territoires situés à l'ouest du Jourdain cédés au royaume de Transjordanie par l'armistice de février 1949. Immédiatement, des populations furent chassées et des villages rasés, pour, selon l'expression du général Uri Naski, « solder les comptes de 1948 ». Les bulldozers se mirent vite en marche également à Jérusalem, notamment pour dégager une esplanade devant le Mur des Lamentations.

Deux jours plus tard, le 7 juin, Israël se retourna contre un autre de ses voisins, la Syrie. Pendant 12 heures, les hauteurs du Golan subirent un déluge de feu : bombardements aériens, tirs d'artillerie et de lance-roquettes, napalm. Le conflit atteignit alors un degré tel que, surtout dans le contexte de la guerre froide, son internationalisation était inéluctable. L'URSS rompit ses relations diplomatiques avec Israël et avertit qu'elle ne pourrait pas rester

sans rien faire si l'agression contre la Syrie se prolongeait. Politiquement et militairement, la Syrie était en effet considérée par les Soviétiques comme un allié plus sérieux que l'Égypte. En outre, si lors de la crise de Suez les Soviétiques ne disposaient pas des moyens matériels, notamment aériens, d'intervenir dans le conflit, tel n'était plus le cas onze ans plus tard. Par le télétype rouge, Moscou avertit Washington qu'elle était prête à « une action militaire unilatérale » si l'agression contre la Syrie ne cessait pas. Une flottille soviétique se rassembla au large de Jaffa. Des bombardiers furent mis en état d'alerte. De leur côté, les Américains envoyèrent la VI^e Flotte, qui se trouvait au large de Gibraltar, avec pour mission de protéger Israël contre une éventuelle attaque soviétique.

Pendant qu'Américains et Soviétiques échangeaient des menaces plus ou moins crédibles, les Israéliens s'efforçaient de gagner du temps afin de conquérir encore quelques kilomètres, car leur but sur le Golan n'était pas tant d'empêcher les tirs syriens que d'ouvrir de nouveaux territoires à la colonisation. Lorsque Johnson et Kossyguine se rencontrèrent à Glassboro du 23 au 25 juin, ils ne purent se mettre d'accord sur une sortie de crise mais le Premier ministre soviétique mit en avant une exigence qui serait finalement retenue dans la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU le 22 novembre 1967, à savoir le retrait des territoires occupés pendant la guerre et le retour aux frontières internationalement reconnues. Le ralliement final des Américains à cette position était en grande partie due aux ambiguïtés du texte en anglais, « *from occupied territories* », qui laisse le champ libre à une interprétation restrictive, puisque selon cette version Israël pourrait se retirer seulement d'une partie des territoires, et pas des autres.

La position de la France dans ce conflit mérite une attention particulière. Le général de Gaulle fit alors du Proche-Orient un élément de sa politique étrangère et donna de la France dans la région une tout autre image que celle qui avait prévalu jusqu'alors. Il avait compris que la guerre de juin 67 était porteuse d'inévitables conflits futurs et que la situation du peuple palestinien allait prendre une dimension tragique. Il n'est pas excessif de parler d'un véritable revirement dans la politique étrangère française dans la région. Dans une conférence de presse tenue le 27 novembre 1969, il déclarait : « Israël, ayant attaqué, s'est emparé, en six jours de combats, des objectifs qu'il voulait atteindre. Maintenant il organise, sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions, et il s'y manifeste contre lui une résistance qu'à son tour il qualifie de terrorisme. » Lors de cette même conférence de presse, le général de Gaulle n'avait pas hésité à dresser un véritable réquisitoire contre la politique d'Israël en

parlant des Juifs comme d'« un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur ». Ces propos avaient soulevé à l'époque un beau tollé médiatique. Le Général n'avait pas craint de créer un divorce entre lui et l'opinion majoritaire des Français, toujours très anti-arabe. Le 21 mars 1968, à la suite d'une attaque israélienne contre le village jordanien de Karamé, la France avait demandé la condamnation d'Israël au Conseil de sécurité, demande qui s'était heurtée au veto américain. Le 28 juin 1968, elle avait condamné l'annexion de Jérusalem-Est. Le 3 janvier 1969, à la suite d'un raid de commandos israéliens sur l'aéroport de Beyrouth, le général de Gaulle avait annoncé un embargo sur toutes les ventes d'armes à destination d'Israël, y compris les pièces de rechange. Cette mesure fut probablement la plus forte et la plus durement ressentie. L'aviation qui avait anéanti les forces égyptiennes le 5 juin 1967 était presque exclusivement équipée d'appareils français, notamment de 35 Mystère IV et de 65 Mirage III, qui représentaient à l'époque le dernier cri de la technologie française. Les forces blindées qui avaient écrasé les Égyptiens dans le Sinaï étaient équipées d'un millier de chars, dont 180 AMX-13 français et environ 500 chars américains Sherman modernisés par des techniciens français. Cette décision avait été prise à la suite d'un véritable accès de fureur du Général. Selon son aide de camp Jean d'Escricenne, il se serait exclamé en apprenant la nouvelle de l'opération de Beyrouth : « C'est incroyable, insensé, ils se croient tout permis ! Une vraie démence ! Si on ne fait pas attention, ils finiront par précipiter le monde dans un cataclysme qu'ils ne paraissent même pas soupçonner. »

L'épisode de la guerre des Six Jours marqua donc la fin du partenariat privilégié entre la France et Israël, qui avait commencé dès la création de cet État. La politique française se tourna dès lors plus résolument vers les pays arabes. La politique française dans la région du Proche-Orient fut complètement réévaluée, et il s'ensuivit dans les années à venir un ensemble de pratiques politiques qui fut théorisé sous le vocable de « politique arabe » de la France. Même si M. Roland Dumas se donna beaucoup de mal pour affirmer en mars 1991, après la guerre du Golfe, que cette politique n'avait jamais existé, elle n'en avait pas moins joué un rôle déterminant, qui s'est encore affirmé récemment lorsque la diplomatie française fut la seule à rechercher un cessez-le-feu dans la guerre déclenchée par Israël contre le Liban en juillet 2006.

Un lourd bilan

Pour Israël, le bilan paraissait dans l'immédiat positif d'un strict point de vue militaire, puisque l'État hébreu multipliait par

quatre l'étendue des territoires qu'il contrôlait. Mais cette victoire était lourde de conflits futurs. Le peuple palestinien connut une nouvelle *Nakba* – catastrophe – faisant suite à celle de 1948. A nouveau, des centaines de milliers de réfugiés allaient se retrouver parqués dans des camps aux conditions de vie inhumaines, parfois à quelques centaines de mètres, voire de dizaines de mètres, de ce qui avaient été leurs maisons et leurs villages. Les dirigeants israéliens utilisèrent à fond l'idéologie sioniste nationaliste née au XIX^e siècle pour affirmer le droit d'une prétendue communauté biblique à occuper et coloniser des territoires aux détriment des droits des individus installés là depuis plusieurs siècles. Depuis cette époque, Israël n'a jamais voulu entendre parler d'un « droit au retour », même selon des modalités négociées.

Les mouvements nationalistes arabes, discrédités par leur défaite, connurent les contrecoups de leurs échecs. *L'Infitah*, qui va se développer au Caire et à Damas, témoigne d'une propension à se rapprocher de l'Occident et notamment des États-Unis que l'on commence à cette époque à considérer comme les seuls à détenir les clés du conflit, et à rompre avec les politiques de « socialisme » arabe. La mort de Gamal Abdel Nasser le 28 septembre 1970 et son remplacement par Anouar Al Sadate fut un symbole de cette évolution.

Les résolutions de l'ONU restèrent lettre morte. La résolution 242 prévoyait le droit à l'existence et à la sécurité d'Israël, mais aussi « le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés. Mais la traduction anglaise « from occupied territories » laisse entendre qu'Israël pourrait se retirer « de » territoires occupés, selon son choix, et non des autres. Les Américains ont évidemment largement abusé de cette interprétation abusive. La résolution 338 adoptée au lendemain de la guerre du Kippour le 22 octobre 1973 appelait à nouveau les parties en conflit « à commencer à appliquer la résolution 242 dans toutes ses dispositions ».

Dans le même temps, si les dirigeants israéliens avaient eu la sagesse de comprendre qu'ils pouvaient désormais échanger les territoires contre la paix, une issue aurait pu être trouvée. Ce fut là en réalité la base du processus d'Oslo, lancé en 1993. Depuis cette date, à de multiples reprises, l'OLP et l'Autorité palestinienne ont répété leur reconnaissance de l'État d'Israël et leur volonté de construire un État palestinien viable et entretenant des relations de bon voisinage avec Israël. L'Égypte et la Jordanie ont signé depuis longtemps des traités de paix avec Israël, qui ne peut plus aujourd'hui se présenter comme « encerclé ». En dépit de ces gages de bonne volonté, les dirigeants israéliens rejettent toute reconnaissance, sous quelque forme que ce soit, des droits nationaux du peuple

palestinien. La colonisation se poursuit, avec des arrière-pensées d'annexion pure et simple. L'occupation de la Cisjordanie se maintient, Gaza théoriquement évacuée fait l'objet d'incursions militaires quotidiennes qui frappent au cœur même des cités palestiniennes. Depuis 2002, Bush et Sharon ont déclaré que les dirigeants de l'Autorité palestinienne n'étaient plus des « partenaires pour la paix », et se sont donc lancés dans la recherche de solutions unilatérales, non négociées, comme l'érection du « mur de séparation », qui viole ouvertement la résolution 242 puisqu'il déplace la frontière au-delà de la « ligne verte » de 1967 et annexe de fait de grandes parties de Jérusalem-Est, qui devrait être la capitale du futur État palestinien, mais qui est aujourd'hui colonisée à marche forcée. Le mensonge, l'occupation, l'étranglement économique, l'usage cynique et illimité de la violence restent le lot quotidien pour le peuple palestinien. Cette situation dramatique est l'héritière directe de la « guerre des Six Jours », une guerre qui paraît parfois sans fin.

Bibliographie

190

- Alain Gresh, Dominique Vidal, *Les cent portes du Proche-Orient*, Paris 1996.
- Paul-Marie de la Gorce, *De Gaulle*, Paris, 1999.
- Philippe Devillers, *Guerre ou Paix*, Paris, 1979.
- Maurice Vaisse, *La grandeur*, Paris, 1998.